



LIGUE DU SPORT UNIVERSITAIRE D'OCCITANIE

Université Paul Sabatier - 118 Route de Narbonne - Bât Pôle Sportif

31000 TOULOUSE Cedex Cedex CEDEX 9

SIRET 41113079200012 - APE 9312Z

COMPTES ANNUELS

au

31 août 2024

*SARL CO.BE.PHI. Expertise & Conseils
38 Allées Jean Jaurès, 31000 TOULOUSE
Téléphone : 0561628271*

ATTESTATION

1. DESTINATAIRES

Les destinataires du présent rapport sont les dirigeants de l'association LIGUE DU SPORT UNIVERSITAIRE D'OCCITANIE.

2. MISSION

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels qui nous a été confiée par l'association LIGUE DU SPORT UNIVERSITAIRE D'OCCITANIE, nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes. Cette mission ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 1 octobre 2023 au 31 août 2024 et présentent les caractéristiques suivantes :

Total du bilan :	589 246 EUR
Chiffre d'affaires ht :	32 134 EUR
Résultat de l'exercice :	3 778 EUR

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à TOULOUSE

Le 4 décembre 2024

SARL CO.BE.PHI. Expertise & Conseils

38 Allées Jean Jaurès, 31000 TOULOUSE - Téléphone : 0561628271

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/08/2024			Exercice clos le 30/09/23
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/08/24	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
ITMOI et autres immobilisations corporelles	125 745	90 138	35 607	45 297
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				150
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	125 745	90 138	35 607	45 447
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	244 824		244 824	257 572
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	305 374		305 374	191 265
Charges constatées d'avance	3 441		3 441	3 097
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	553 639		553 639	451 933
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	679 385	90 138	589 246	497 381

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/08/24	Exercice clos le 30/09/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	209 891	209 891
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	119 018	198 437
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	3 778	(79 419)
SITUATION NETTE	332 687	328 909
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	6 790	8 568
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	339 477	337 478
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	6 050	6 050
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)	6 050	6 050
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 502	18 508
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	71 611	40 640
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	135 606	94 705
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	243 719	153 853
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	589 246	497 381

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/08/2024	Au 30/09/2023	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	319 954	261 749		
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	32 134	50 568		
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	242 350	231 833		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	280 983	232 702	48 280	21%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	875 421	776 852	98 569	13%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	303 426	358 065	(54 639)	-15%
Aides financières	53 175	68 806		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 352	4 125	227	5%
Salaires et traitements	205 481	207 738	(2 256)	-1%
Charges sociales	58 576	53 615	4 961	9%
Dotations aux amortissements	12 622	15 892	(3 270)	-21%
Dotations aux provisions		6 050	(6 050)	-100%
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	236 864	144 923	91 941	63%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	874 497	859 214	15 283	2%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	924	(82 362)	83 286	101%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	3 670	1 671	1 998	120%
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	5	11	(6)	-52%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	3 675	1 682	1 993	118%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)				
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	3 675	1 682	1 993	118%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	4 599	(80 680)	85 279	106%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/08/2024	Au 30/09/2023	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	200	830	(630)	-76%
Sur opérations en capital	1 778	1 432	347	24%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	1 978	2 262	(284)	-13%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	2800	70	2730	3900%
Sur opérations en capital		931	(931)	-100%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	2800	1 001	1 799	180%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(822)	1 261	(2 083)	-165%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	881 074	780 796	100 278	13%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	877 297	860 215	17 082	2%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	3 778	(79 419)	83 196	105%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	208 949	212 949	(4 000)	-2%
Bénévolat	14 668	10 000	4 668	47%
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	223 617	222 949	668	0%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	58 949	62 949		
Prestations en nature	150 000	150 000		
Personnel bénévole	14 668	10 000	4 668	47%
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	223 617	222 949	4 668	2%

ANNEXE

1 octobre 2023 au 31 août 2024

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 août 2024 ont été établis selon les dispositions du code de commerce, les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Installations générales, matériels et outillages	3 à 5 ans
Matériel de transport	5 à 6 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	10 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

5. Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées pour les valeurs nominales.

Une provision est constituée si la valeur d'inventaire est inférieure à cette somme.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION ET DE SES ACTIVITÉS

L'association a pour objet de promouvoir et d'organiser, dans son ressort territorial qui est la région Occitanie, par délégation de la FF Sport U et dans le respect des statuts et règlements de cette dernière, la pratique de la compétition sportive amateur pour les étudiants des universités et élèves des établissements d'enseignement supérieur ainsi que, sous réserve de conventions particulières avec les unions sportives scolaires pour les élèves des classes postérieures au baccalauréat.

L'association pour réaliser son but collabore avec l'ensemble des acteurs du sport universitaire pour permettre l'accès du plus grand nombre à la compétition sportive. Elle organise et promeut les activités sportives de ses membres.

Par ailleurs, elle :

- procède à l'organisation de compétitions de sport universitaire de niveau académique et conférence ;
- facilite la conciliation entre la pratique sportive à tous les niveaux et la poursuite des études dans l'enseignement supérieur ;
- représente le sport universitaire français et la FF Sport U auprès de diverses instances
- développe et renforce les relations avec les autres instances sportives régionales.

D'une manière générale, l'association a pour ambition de contribuer, par la pratique sportive, à l'épanouissement personnel de ses licenciés.

Ses membres sont les associations sportives d'établissements d'enseignements supérieurs et les clubs universitaires affiliés à la FF Sport U dont le siège social se situe sur le ressort territorial de la ligue.

Elle est administrée par un comité directeur de 24 membres composé à parité d'étudiants et élèves membres des associations. Un président parmi ces membres est désigné ainsi qu'un trésorier et un ou plusieurs vice-présidents assurant notamment la représentation politique de la ligue.

Des directeurs régionaux (Fonctionnaires de l'Etat, professeur d'éducation physique et sportive) sont également nommés dans les académies par le ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition de la fédération. Ils sont chargés, en complément des missions fixées par le règlement intérieur de la FF Sport U et de la fiche de poste rédigée par le Directeur national :

- d'assurer la coordination de l'exécution des décisions prises par le comité directeur et le bureau de la Ligue,
- de la responsabilité du personnel contractuel de la Ligue,
- de préparer, en collaboration avec le trésorier, le projet de budget de la Ligue et le compte rendu financier de l'exercice précédent.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Le présent exercice a une durée de 11 mois et se clôture au 31/08 au lieu du 30/09 précédemment. Ce changement fait suite à une demande de la FF sport U afin d'harmoniser les dates de clôture au niveau de la région au 31 août.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Contributions volontaires

Conformément au règlement comptable, les contributions volontaires font l'objet d'une valorisation dans les comptes de l'association.

Elles correspondent notamment à des contributions volontaires en :

- prestations pour 150 000 € (coût chargé estimé) correspondant à la mise à disposition gratuite de personnel (notamment de temps de direction) par la FFSU ;
- mise à disposition de locaux et d'installations sportives pour 58 949 € ;
- bénévolat estimé à 14 668 €.

Par ailleurs, dans le cadre de son activité, et notamment lors d'organisation d'événements sportifs des infrastructures sont mis à disposition à titre gracieux par les partenaires/institutionnels. Compte tenu du nombre et de la difficultés de valorisation, ces éléments ne sont pas valorisés.

AUTRES INFORMATIONS

1. Subventions de fonctionnement :

Conformément aux normes comptables applicables, les subventions sont comptabilisées dès leur notification d'octroi.

La ventilation des subventions de fonctionnement par financeurs est la suivante :

Centre régional des œuvres universitaires et scolaires : 195 000 €

- Région: 23 750 €

- Département : 2 800€

- Universités : 9 800 €

- Centre national pour le développement du sport (CNDS) / Etat / Ministère des sports : 11 000 €

2. Subventions d'investissement :

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractères durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'association et d'alimenter sa trésorerie.

Les subventions d'investissements sont reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer.

Ce choix de méthode comptable s'applique désormais à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de subventions.

Au cours de l'exercice clos le 30/09/2023, une subvention d'investissement de 9 700 € a été octroyée par la Région.

3. Effectif :

L'effectif équivalent temps plein de l'association est de 6,09 en 2023/2024 contre 7 lors de l'exercice précédent.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind	719		910			1 628	
Installations générales, agencements divers	2907		1332			4 239	
Matériel de transport	86810					86810	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	32378		690			33068	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	122814		2932			125745	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	150				150		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	150				150		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	122964		2932		150	125745	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	243	479		722
Inst. générales, agencements, aménagements divers	923	958		1 881
Matériel de transport	51 642	7 261		58 903
Matériel de bureau et informatique, mobilier	24 709	3 924		28 633
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	77 516	12 622		90 138
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	77 516	12 622		90 138

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL				

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	209 891				209 891
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	198 437			79 419	119 018
Report à nouveau		(79 419)	79 419		
Excédent ou déficit de l'exercice	(79 419)				3 778
SITUATION NETTE	328 909				332 687
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 568			1 778	6 790
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	337 478			1 778	339 477

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés	86274	86274	
Débiteurs divers	158550	158550	
Charges constatées d'avance	3441	3441	
TOTAL DES CRÉANCES	248265	248265	

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	36 502	36 502		
Personnel et comptes rattachés	25 766	25 766		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	43 702	43 702		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 144	2 144		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	135 606	135 606		
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	243 719	243 719		

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges	6050			6050
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6050			6050

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées (1) Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	33 000

(1) En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite n'ont pas été valorisés dans les comptes.

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	3441
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	3441

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 478
Dettes fiscales et sociales	8 950
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	33 429

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	158 550
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	158 550